

TEXTE D'ANALYSE
N°15/2023

PUBLICATION SUR SITE
WEB : DECEMBRE 2023

AUTRICE :
CAMILLE WERNAERS --
JOURNALISTE SPÉCIALISÉE
DANS LES QUESTIONS DE
GENRE

COMMENT L'EXTRÊME DROITE S'ATTAQUE AUX DROITS DES FEMMES

Outre le racisme et la xénophobie, le propre de l'extrême droite est d'attaquer les droits des femmes. Cette idéologie se fonde en effet sur des rapports hiérarchiques et inégalitaires. L'un des éléments récurrents des discours d'extrême droite se trouve dans « *La croyance en l'inégalité entre les peuples, les cultures, les civilisations, les races et les individus, [...] considérée comme immuable, [...] l'attachement à la Nation, qui est un rempart contre l'ennemi extérieur et [l'idée] qu'il faut agir de manière radicale.* »¹

Quels liens entre antiféminisme et extrême droite ?

La mise en avant des différences entre hommes et femmes, ainsi que la valorisation de la famille traditionnelle et hétérocentrée contre cette « menace », sont également présentes. Dans cette vision des choses, le mouvement égalitaire qu'est le féminisme est tenu responsable de la situation de crise actuelle, notamment parce qu'il a permis aux femmes de s'émanciper et d'avoir accès à des droits aussi fondamentaux que celui d'avorter. « *Le féminisme aurait été inventé pour distraire les femmes de leur rôle 'naturel' de mères, et est par conséquent blâmé pour la chute des taux de natalités dans les pays de l'Europe occidentale, ce qui a finalement permis l'immigration* », écrit Europol, l'Office européen de police, dans un rapport de 2020².

L'antiféminisme n'est pas réservé à l'extrême droite, et peut se retrouver sur tout l'échiquier politique. Être d'extrême droite cependant, c'est forcément être antiféministe. « *L'extrême droite n'aime pas les femmes. On ne le dit pas suffisamment : l'extrême droite méprise les femmes. Toutes. Certes, l'extrême droite méprise davantage certaines femmes que d'autres,*

1/9

telles par exemple les femmes célibataires, les femmes qui vivent en couple sans être mariées, les femmes divorcées, les femmes qui ne peuvent ou ne souhaitent pas avoir d'enfant, les femmes qui ne sont pas belges, les femmes qui sont belges sans être blanches, les femmes qui sont blanches sans être belges, les femmes blanches qui ont un enfant qui n'est pas tout à fait blanc, etc. La liste serait trop longue... Toutes ces femmes, et beaucoup d'autres, sont entièrement méprisées par l'extrême droite. Toutes ces femmes et beaucoup d'autres... toutes les autres, en vérité », soulignait en 2006 Dominique Plasman des Femmes prévoyantes socialistes³.

Dans les programmes politiques

Les programmes des partis d'extrême droite ne contiennent pas de mesures visant à lutter contre les féminicides ou les violences intrafamiliales, des violences qui éroderaient la conception de la famille en tant que socle et protection (rappelons que la plupart des violences masculines se produisent au sein de la cellule familiale). En Belgique, à l'issue des élections de 2019, le parti d'extrême droite Vlaams Belang est devenu le deuxième parti flamand (18 % des suffrages), après la N-VA (26 %). Dans le programme de ce parti à l'époque, une valorisation des allocations familiales et des parents qui restent à la maison pour s'occuper de leurs enfants (comme chez les partis d'extrême droite italien ou polonais), mais aussi une proposition de baisser les subventions publiques pour les études de genre. « *'Un diplôme d'ingénieur est d'une plus grande valeur pour notre société qu'un diplôme en études de genre. Au lieu de prendre comme critères de subsides le nombre d'étudiants et le nombre de diplômes fournis, c'est l'utilité et la qualité qui doivent être déterminants'. C'est la seule fois que le mot 'genre' est mentionné* », précise un article du magazine *axelle*⁴.

La question de l'avortement ne se trouvait pas dans le programme du parti en 2019, mais un avant-goût de ce que les élus du Vlaams Belang pensent de cette question s'est exprimé à la suite à la décision de la Cour suprême américaine de révoquer l'arrêt *Roe v. Wade* en juin 2022, autorisant chacun des 50 Etats de légiférer ou non contre l'avortement sur son territoire. Des élus nationalistes flamands tels que le député Stefaan Sintobin ou Bert Dickers, mandataire du parti dans la commune de Balen-Olmen, ont publié des posts sur les réseaux sociaux se réjouissant de cette nouvelle. Interrogé par la VRT, Tom Van Grieken, le président du parti, a répondu : « *Pour le Vlaams Belang, l'avortement doit être possible lorsque la vie de la femme*

est en danger, lorsque l'enfant à naître n'est pas viable et en cas de viol »⁵. Une conception de l'avortement que l'on retrouve en Pologne où le gouvernement ultra-conservateur a établi en 2021 l'une des législations restrictives d'Europe sur l'IVG. Même si l'avortement y est autorisé en cas de danger pour la vie de la mère (et en cas de viol), au moins six femmes sont décédées dans le pays car les médecins craignent désormais d'être poursuivis.

Sous la législature actuelle, un accord avait été trouvé en matière d'avortement entre les socialistes, les libéraux et les Verts, rejoints par les partis d'opposition PVDA et DéFI, notamment pour soutenir l'allongement du délai dans lequel il est autorisé d'avorter de 12 à 18 semaines⁶ (mais aussi la réduction du délai de réflexion obligatoire de six jours). Le Vlaams Belang, la N-VA et le CD&V s'y sont toutefois opposés et ont renvoyé la proposition de loi plusieurs fois vers le Conseil d'Etat.

Autre aspect du programme du parti d'extrême droite, « la lutte contre la délinquance sexuelle, le viol ou la pédophilie. Le Vlaams Belang veut sanctionner davantage les auteurs de délits ou de crimes sexuels. Cela n'est pas étonnant, car cela concerne de près la sécurité intérieure qui, avec l'immigration, constitue ses priorités majeures, comme toutes les formations d'extrême droite », explique au magazine axelle⁷ Benjamin Biard, docteur en sciences politiques et chercheur au CRISP (Centre de recherche et d'information socio-politiques). « Dans le cas du port du voile [...], leur argumentaire est directement lié à la figure de l'étranger : ils évoquent, contre le port du voile et contre la religion musulmane en général, la défense de la liberté des femmes. On observe la même stratégie pour l'homosexualité. Tom Van Grieken, le président du Vlaams Belang, défend dans son livre les homosexuels au prétexte que trois quarts des musulmans n'acceptent pas les homos. Il défend donc les homosexuels... pour mieux critiquer les musulmans », continue-t-il.

Fémonationalisme et panique identitaire

Cette instrumentalisation du féminisme à des fins racistes porte un nom : le fémonationalisme, théorisé par la chercheuse américaine Sara R. Farris, dans son livre *Au nom de femmes*⁸, comme « *La mobilisation contemporaine des idées féministes par les partis nationalistes et les gouvernements néo-libéraux sous la bannière de la guerre contre le patriarcat supposé de l'Islam en particulier et des migrants du Tiers Monde en général.* » L'association Vie Féminine

l'analyse⁹ de cette façon : *« Le fémonationalisme s'appuie sur l'idée principale selon laquelle les populations immigrées seraient, par essence, sexistes, à contrario - bien entendu - de nos sociétés occidentales qui, elles, brilleraient pour un égalitarisme des plus complets. Le fémonationalisme offre donc une grille de lecture somme toute assez binaire qui semble ignorer que le patriarcat ne connaît ni frontière ni territoire [et] définit une typologie de population, essentiellement les hommes musulmans, qui devrait s'adapter à la 'culture occidentale' et à ses valeurs »*, car ils représentent une « menace » pour les femmes.

Dans ce contexte apparaissent ce qu'on appelle des paniques identitaires, définies par l'anthropologue Régis Meyran comme une *« peur collective de l'effondrement d'une société ou de la civilisation, fondée sur un récit exagéré ou faux, viral ou volatil, structuré par des politiques et des médias, qui met en scène un affrontement imaginaire entre des membres de l'identité nationale et un ennemi prototypique. »*¹⁰

Et la Belgique n'est pas épargnée. L'un des derniers exemples en date concerne la nomination d'Ihsane Haouach en 2021 en tant que commissaire auprès de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH). Théo Francken, membre du parti nationaliste N-VA, dénonce publiquement cette décision sur le réseau social Twitter, car elle porte le voile, ce qui serait contraire au principe de neutralité de l'État. C'est le début de la polémique, fortement relayée par les médias, qui entraînera le cyberharcèlement d'Ihsane Haouach sur les réseaux sociaux. Face à ces violences, elle prend alors la décision de démissionner pour *« préserver ma santé mentale, celle de mes proches ainsi que l'IEFH. »* Sa démission sera cependant présentée comme une réponse à un rapport de la Sûreté de l'État qui ferait apparaître une affiliation entre Ihsane Haouach et Frères musulmans, une organisation religieuse considérée par certains pays comme « terroriste » – mais pas par l'Union européenne (une accusation qui se révélera fausse). *« L'affaire Ihsane Haouach a eu le malheur d'exacerber les tendances lourdes de notre société. Le concept des paniques identitaires s'y prête amplement : il y a d'une part une disproportion claire entre les faits – ici, la nomination d'une commissaire du gouvernement compétente qui porte un foulard – et les réactions à ce fait qui ont engendré in fine une "panique" ambiante. D'autre part, on assiste à la réactivation de la question identitaire. C'est l'existence d'un ou d'une ennemi-e dans l'imaginaire collectif, celui d'une altérité qui menacerait notre identité culturelle, nos valeurs, la neutralité de l'État, voire la sécurité du pays »*, précise à axelle¹¹

Imane Nachat, spécialiste en communication politique et militante pour les droits humains.
« *De nombreux élus affichent ouvertement une proximité avec des mouvances d'extrême droite qui représentent une réelle menace pour l'union de la Belgique. Combien parmi eux ont fait l'objet d'un tel harcèlement, d'un lynchage politique et médiatique et d'un rapport de la Sûreté de l'État ? Aucun, à ma connaissance !* », poursuit-elle.

Quels liens entre extrême droite et masculinisme ?

Il existe également des liens entre extrême droite et masculinisme, cette idéologie qui estime qu'il faut défendre les « droits des hommes ». On retrouve ici à nouveau la mise en exergue d'une « crise » supposée, celle de la masculinité. En Argentine, le philosophe Ricardo Forster a déclaré que le candidat d'extrême droite Javier Milei, qui a depuis remporté la présidentielle et pris la tête du pays, utilisait « *le ressentiment de la masculinité, qui s'exprime dans la croissance des extrêmes droites dans de nombreuses parties du monde.* »¹²

L'une des figures les plus populaires du masculinisme est l'Américain Andrew Tate, un influenceur misogyne très populaire, en particulier au sein de l'extrême droite. Andrew Tate fait la promotion de la violence physique à l'égard des femmes (« *Un bon coup de machette, boum dans son visage et tu la saisis par le cou. Et 'Tais-toi salope'* », peut-on entendre dans l'une de ses vidéos). Il estime également que les femmes qui se font violer sont responsables de ce qui leur est arrivé. En décembre 2022, il a été interpellé à son domicile à Bucarest en Roumanie pour proxénétisme aggravé dans le cadre d'une enquête sur la traite d'êtres humains et sur des viols.

Si le concept de cordon sanitaire médiatique existe dans la partie francophone du pays, afin de ne pas laisser passer des discours d'extrême droite au sein des médias sans contexte critique, force est de constater qu'il perd de son influence à cause des réseaux sociaux sur lesquels de très jeunes garçons ont désormais facilement accès à du contenu masculiniste. En Belgique, « *Je me suis retrouvée embarquée malgré moi dans une discussion très compliquée lors de laquelle un groupe de garçons m'a expliqué qu'il était normal que les femmes restent à la maison et fassent le ménage. Les propos ont dégénéré et un garçon en particulier, avec lequel je n'ai aucun problème d'habitude, s'est énervé et a exprimé qu'il était injuste pour les hommes de croire forcément les femmes qui se disaient battues... il a dit que les hommes étaient*

discriminés par les femmes. Et que de toute façon, si une femme se faisait frapper, c'est qu'elle l'avait bien cherché. J'étais estomaquée face à ces propos », explique aux Grenades¹³ la professeure Juliette Brault, à propos de garçons de 11 et 12 ans. « Ce qui nous semble nouveau, c'est qu'ils font référence à des influenceurs, tels que Andrew Tate. Nous constatons également que certains tiennent des propos faisant l'apologie des violences faites aux femmes de façon beaucoup plus décomplexée. C'est un phénomène évident de backlash qui fait suite au mouvement MeToo. Ce qui est inquiétant, c'est qu'ils sont extrêmement jeunes. Comme ils ont accès à ce contenu qui démolit les féministes, nous, en tant que féministes, n'avons plus beaucoup de valeurs à leurs yeux... », analyse de son côté Noémie Kayaert qui donne des animations à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) dans des écoles pour l'asbl féministe Le Monde selon les femmes.

Le Vlaams Belang ne s'y trompe pas : en 2022, le parti a dépensé 1,1 million d'euros sur Facebook et Instagram pour que ses publications soient vues par le plus grand nombre. Une manière de contourner le cordon sanitaire, qui demande plus que jamais la création d'un cordon sanitaire alternatif, associatif et citoyen.

C'est également pour son utilisation des réseaux sociaux que mouvement de jeunesse nationaliste flamand *Schild en Vrienden*, fondé en 2017 par Dries Van Langenhove, s'est fait épingle en 2018 dans l'émission *Pano* de la VRT. Les journalistes ont montré que les membres de *Schild en Vrienden* postaient des messages racistes, antisémites, glorifiant la violence ou encore sexistes dans des groupes de discussion secrets en ligne. L'image d'une pelle avec, en légende, la mention « *Comment draguer des juives* » y était par exemple partagée. Une illustration où l'on aperçoit Cendrillon frotter le sol à genoux avec le message « *Si l'on suit le film à l'envers, on obtient l'histoire d'une femme qui apprend quelle est sa place* » a également été découverte¹⁴.

Des groupes secrets en ligne, interdits aux femmes, rassemblant parfois des milliers d'utilisateurs, voilà les endroits où se retrouvent les Incels, autre mouvement faisant partie de la « manosphère », qui désigne un réseau de sites internet et de groupe de discussions qui promeuvent le patriarcat et les inégalités entre hommes et femmes. Le mot « Incel » est un néologisme formé par les mots « involuntary celibate », c'est-à-dire célibataire involontaire.

Les Incels blâment les femmes et le féminisme pour leur célibat et leur misère affective et sexuelle. Sami Haenen, un Flémallois âgé de 34 ans, a été poursuivi en octobre 2021 devant la cour d'assises de Liège pour cette même rhétorique. Sur les réseaux sociaux, Sami Haenen se disait prêt à donner sa vie pour combattre « *le fléau du féminisme* » et menaçait les féministes à l'aide d'une batte de baseball. Il a finalement été condamné à 12 mois de prison avec un sursis probatoire de 2 ans.

Selon Europol, ces menaces sont à prendre au sérieux : « *Plusieurs pays membres, dont la Belgique, la France et la Slovénie ont rapporté l'émergence de groupes paramilitaires qui considèrent que les Etats sont impuissants à protéger la population contre ce qu'ils perçoivent comme étant une menace, à savoir l'immigration et l'islam* »¹⁵, tout en soulignant qu'il existe des liens entre le terrorisme d'extrême droite, les incels et l'antiféminisme.

Certains Incels ont d'ailleurs réellement pris les armes et commis des tueries. En 2014, en Californie, Elliot Rodger tue au couteau, à l'arme à feu et avec une voiture-bélier 6 personnes et en blesse 14 autres. Le jour de la tuerie, Elliot Rodger avait posté sur les réseaux sociaux une vidéo intitulée « Châtiment ». Il y expliquait vouloir se venger des femmes, qui l'avaient toujours « rejeté ». Il est devenu un héros dans les communautés Incels qui font souvent référence à lui. En 2018, à Toronto, Alek Minassian, âgé de 25 ans, tue 10 personnes et en blesse 14 autres avec une voiture-bélier. Les victimes sont majoritairement des femmes, c'est pourquoi la thèse du féminicide est privilégiée durant son procès. En 2020, en Allemagne, Tobias Rathjen, 43 ans, ouvre le feu sur plusieurs personnes dans des bars à chicha, faisant 10 morts et 6 blessés. Dans son manifeste, il se décrit comme un incel n'ayant jamais eu de relation avec une femme et tient des propos racistes. En 2021, en Angleterre, Jake Davidson, 22 ans, ouvre le feu à Plymouth, tuant 5 personnes, dont une petite fille de 3 ans et son père. Il se revendiquait incel sur sa chaîne Youtube.

Des violences extrêmes qui font resurgir certains fantômes du passé, dont l'attentat antiféministe de Montréal, lorsque le 6 décembre 1989, un homme armé entre dans une classe d'ingénierie au sein de l'école Polytechnique de Montréal, ordonne aux hommes de quitter la classe et crie : "*Vous êtes des femmes, vous allez devenir des ingénieures. Vous n'êtes toutes qu'un tas de féministes, je hais les féministes*", avant de tuer les 9 étudiantes présentes ce jour-

là. Il continue ensuite son parcours mortel dans les couloirs et à la cafétéria, avant de se suicider. Quatorze femmes seront finalement tuées, dix femmes et quatre hommes seront blessé·es¹⁶.

En mettant des femmes à des postes à responsabilité, comme Marine le Pen en France ou Giorgia Meloni en Italie, en valorisant les droits des mères via l'allongement du congé de maternité et l'augmentation des allocations familiales, et en utilisant le féminisme pour dénoncer uniquement certaines parties de la population, les partis d'extrême droite tentent de se départir de leur image anti-féministe, qui se trouve pourtant au cœur de leur programme. Un enjeu à garder en tête en vue des multiples élections à venir en 2024.

NOTES

¹ Odile Leherte, « Ultra droite, extrême droite, droite radicale,... Quels mots pour quelle réalité ? », RTBF, 27 janvier 2019.

² Johanna Bouquet, Quand Europol s'inquiète des incels, du terrorisme d'extrême-droite et des anti-feministes », RTBF, 26 juin 2020.

³ Séverine Janssen, *Femmes et extrême droite*, Femmes prévoyantes socialistes, septembre 2006.

⁴ Manon Legrand, « Le retour en force du Vlaams Belang : danger pour les femmes », *axelle*, septembre 2019.

⁵ Kévin Dupont, « IVG en Belgique: qui est contre et qui est pour aller plus loin? », *Moustique*, 27 juin 2022.

⁶ Camille Wernaers, « Au-delà de 12 semaines : le règne de la débrouille pour celles qui veulent avorter », Les Grenades, 28 septembre 2021.

⁷ *Op. cit.*

⁸ Sarra R. Farris, *Au nom des femmes. "Fémonationalisme" : les instrumentalisations racistes du féminisme*, Syllepse, 2021.

⁹ Fémonationalisme & Paniques identitaires, Bureau d'étude de Vie Féminine, 2021.

¹⁰ Régis Meyran, *Obsessions identitaires*, Editions Textuel, 2022.

¹¹ Camille Wernaers, « L'«affaire» Ihsane Haouach : décryptage d'une panique identitaire raciste et sexiste », *axelle*, juillet-août 2021.

¹² Camille Wernaers, « En Argentine, le candidat d'extrême droite Javier Milei menace les droits des femmes », Les Grenades, 26 octobre 2023.

¹³ Camille Wernaers, *Comment lutter contre le sexisme dès la primaire ?*, Les Grenades, 28 août 2023.

¹⁴ Dirk Hendriks, « Schild & Vrienden : le racisme ne doit pas éclipser le sexisme », *DaarDaar*, 16 juin 2019.

¹⁵ *Op. cit.*

¹⁶ Irène Kaufer, *Le premier féminicide de masse: il y a 30 ans à Montréal*, Les Grenades, 6 décembre 2019.